

Les gouvernements provinciaux échouent à nouveau à l'examen du changement climatique
24 Sep, 2001

Les mesures adoptées par le gouvernement du Québec ne sont pas à la hauteur de son appui au Protocole de Kyoto

Ottawa, le 24 septembre 2001 - Pendant que les ministres fédéraux et provinciaux de l'Environnement et de l'Énergie se réunissent aujourd'hui à Winnipeg pour discuter du changement climatique, l'Institut Pembina dévoile une nouvelle étude¹ selon laquelle les gouvernements de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Québec, de l'Ontario et de la Saskatchewan échouent à l'examen des efforts faits afin que le Canada respecte ses engagements en vertu du Protocole de Kyoto. Bien que le Québec n'obtient qu'une faible note de 34,5% à l'évaluation détaillée de l'Institut, cela représente une amélioration considérable par rapport à la note reçue il y a un an.

« Quoique ses démarches actuelles demeurent insuffisantes, le Québec a accompli un progrès significatif depuis un an dans sa lutte au changement climatique, tout particulièrement dans le domaine des transports. Il mérite aussi des éloges pour son soutien continu au Protocole de Kyoto », affirme le Dr Matthew Bramley, Directeur, Changement climatique, à l'Institut Pembina et auteur de l'étude. « Mais le gouvernement du Québec se doit d'entreprendre encore beaucoup plus de démarches concrètes afin de réduire ses émissions de gaz à effet de serre dans tous les domaines. »

L'étude de l'Institut Pembina évalue 38 initiatives, classées dans 9 domaines, que les gouvernements provinciaux pourraient prendre afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Tandis que les gouvernements provinciaux échouent dans la plupart des domaines, quelques rares notes de passages sont obtenues, notamment par le Québec pour ses efforts dans le domaine des transports, et par l'Alberta, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan pour leurs progrès dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des activités gouvernementales. L'Ontario, pour sa part, échoue dans tous les domaines.

Les notes globales obtenues sont: Alberta, 31,5%; Colombie-Britannique, 39%; Ontario, 30,5%; Québec, 34,5%; Saskatchewan, 26%. En comparaison à la même évaluation réalisée il y a un an, le Québec est la province s'étant le plus amélioré. La Colombie-Britannique demeure en tête, mais l'Institut la prévient que son leadership est sérieusement menacé par l'abandon apparent du plan d'affaires provincial de lutte au changement climatique par le nouveau gouvernement. L'Alberta, l'Ontario et la Saskatchewan démontrent peu de progrès par rapport à l'an dernier.

En vertu du Protocole de Kyoto, le Canada s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 6 % en moyenne par rapport au niveau de 1990 pendant les années 2008 à 2012. Or, les émissions canadiennes ont augmenté de 15% entre 1990 et 1999. En absence de nouvelles mesures, les dernières projections officielles indiquent que les émissions canadiennes dépasseront de 27% le niveau de 1990 en 2010. Pour le Québec, on projette qu'en l'absence de nouvelles mesures les émissions dépasseront de 10 à 13% le niveau de 1990 en 2010.

Pour de plus amples renseignements, joindre **Matthew Bramley** au 613-235-6288, poste 26.

¹ L'étude complète peut être téléchargée à www.pembina.org.

